

Scolarisation de base en milieu rural isolé :
Amélioration de l'accès et renforcement de la qualité,
Départements de l'Ouest, du Sud-est et du Centre – Haïti

SYNTHESE DE L'ÉVALUATION FINALE 2018

Décembre 2018

Pierre-Emmanuel Couralet
couralet@gmail.com

SOMMAIRE

CONTEXTE	2
METHODOLOGIE	3
CONSTRUCTIONS DE BATIMENTS ET DYNAMIQUE DE L'OFFRE SCOLAIRE	4
La construction de salles de classes.....	4
L'utilisation des écoles et des salles de classe.....	4
La dynamique de l'offre scolaire.....	5
MOBILISATION POUR LA SCOLARISATION DES ENFANTS.....	6
La rentrée scolaire	6
Les comités de parents d'élèves.....	6
Taux de scolarisation dans les zones d'intervention	7
APPUI PEDAGOGIQUE	8
Les manuels scolaires	8
La formation des enseignants et des directeurs.....	8
La turn-over des enseignants.....	8
La préparation des leçons	9
Les apprentissages des élèves	9
BILAN ET RECOMMANDATIONS.....	10
Le partenariat entre Inter Aide et Concert-Action	10
Le désengagement et le renforcement des capacités locales.....	10
Forces et faiblesses des programmes évalués.....	11
Des programmes cohérents qui reposent sur des savoir-faire indéniables.....	11
Des voies d'amélioration des programmes.....	11

CONTEXTE

- Cette évaluation porte sur des programmes de développement destinés à améliorer l'accès et la qualité de la scolarisation primaire dans des zones rurales isolées à Haïti. Ils sont mis en œuvre par deux organisations non-gouvernementales (ONG) partenaires, Inter Aide et Concert-Action, et co-financés par l'Agence Française de Développement.
- Ces programmes reposent sur un même cadre logique et une même théorie du changement : leur objectif final est de permettre à tous les enfants des zones d'intervention d'achever un cycle complet d'études primaires, de la première à la sixième année fondamentale, grâce à la mobilisation et la formation des acteurs du système éducatif (parents d'élèves, enseignants, directeurs) et à l'amélioration des conditions d'apprentissage (construction et équipement de bâtiments scolaires ; fourniture de matériels didactiques).
Chaque programme consiste en un cycle d'appui d'une durée d'environ 6 ans, et est organisé en trois étapes successives, dites de pré-ciblage (environ un an), d'appui renforcé (quatre années scolaires), puis de désengagement (dernière année).
- Sept programmes similaires ont été lancés depuis 2007, dont cinq sont cofinancés par l'AFD. Cette évaluation concerne trois d'entre eux.
Deux programmes sont achevés depuis, respectivement, la fin des années scolaires 2015-2016 et 2017-2018. Le premier avait débuté en 2010 dans trois sections communales, celles des Palmes et celle de Delatte, à la frontière sud de la commune de Petit-Goâve (département de l'Ouest). Cette zone fut particulièrement touchée par le séisme du 12 janvier de cette même année. Le second programme fut lancé en 2012 dans le Haut-Juanaria, une zone très enclavée – seulement accessible à pied – de la commune de Hinche (département du Centre).
Le troisième programme évalué a été lancé en 2014 dans deux sections communales au nord-est de la commune de Côtés-de-Fer (département du Sud-Est), frontalières des sections couvertes par le programme de Petit-Goâve. C'est à ce jour le seul programme de scolarisation mis en œuvre par Concert-Action. Il est toujours en cours ; l'année scolaire 2018-2019 en est la quatrième année d'appui renforcé.

Tableau S.1 : Nombres d'écoles et effectifs participants aux programmes évalués

	Ecoles (1 ^{ière} année de renforcement)	Ecoles (dernière année ou en cours)	Effectifs (dernière année ou en cours)
Côtés-de-Fer	26	24	2 210
Petit-Goâve	38	25	3 270
<i>PG - Les Palmes</i>	23	14	1 972
<i>PG - Delatte</i>	15	11	1 298
Juanaria	15	9 + 4*	1 424
Total	79	58 + 4*	6 904

* Appui seulement en dernière année

- Cette évaluation a été réalisée par un consultant indépendant, avec la collaboration de plusieurs enquêteurs sur les zones d'intervention et l'appui des équipes des deux ONG. Ce consultant avait réalisé en mai 2017 [une précédente évaluation](#), intermédiaire, de deux programmes de scolarisation d'Inter Aide alors en cours, dont celui de Juanaria.

METHODOLOGIE

- L'évaluation a été réalisée à partir de deux sources d'informations : (i) les documents et données de suivi-évaluation fournis par les ONG, et (ii) les informations et données collectées lors d'une enquête de terrain.
- La totalité de l'enquête de terrain a été menée en collaboration avec un co-enquêteur et interprète haïtien. En outre, dans chacune des trois zones d'évaluation finale (Les Palmes, Delatte et Juanaria), deux enquêteurs locaux ont permis (i) d'accroître les capacités d'enquête (deux binômes), et (ii) d'obtenir des informations sur la situation de l'offre éducative dans leur zone et sur le déroulement et la postérité des programmes. Ces six enquêteurs étaient en effet tous d'anciens membres des équipes de terrain d'Inter Aide.
- L'enquête de terrain s'est déroulée du 25/09 au 09/10/2018. Cette période présentait (i) l'avantage de permettre l'évaluation du degré d'achèvement de la rentrée scolaire, environ un mois après sa date officielle (le 03/09/2018), mais aussi (ii) l'inconvénient que de nombreuses écoles n'avaient pas encore atteint leur fonctionnement de routine (les observations auraient été différentes en fin de trimestre).

Tableau S.2 : Ecoles enquêtées et visitées

	Ecoles enquêtées	...dont écoles visitées	...à une heure d'ouverture	...qui étaient en fonction	Ecoles hors- programme
Côtes-de-Fer	6	6	5	5	0
Petit-Goâve	26	22	16	14	7
<i>PG - Les Palmes</i>	15	11	7	6	2
<i>PG - Delatte</i>	11	11	9	8	5
Juanaria	17	14	12	9	3+5*+4**
Total	49	42	33	28	19

* Exclues du programme en 09/2016

** Inclues dans le programme en 04/2017

- Une grande partie du temps de l'enquête de terrain a été consacrée à visiter et enquêter sur des écoles (49 au total), et avoir des entretiens avec des directeurs, des enseignants, et parfois d'autres acteurs de l'école présents. Deux fiches de renseignement ont été utilisées pour collecter certaines informations de façon systématique.
Afin de mieux apprécier l'offre scolaire, et d'effectuer des comparaisons, certaines écoles (19) qui n'ont pas (ou peu) bénéficié directement des programmes de scolarisation ont été enquêtées.
- Le reste du temps d'enquête a été dédié à la réalisation d'entretiens avec des parents. Pour la zone de Côtes-de-Fer, ceux-ci ont eu lieu dans le cadre de quatre focus groups improvisés, tandis que des entretiens individuels (ou en famille) ont été préférés (47) dans les autres zones.
La plupart des entretiens ont été basés (i) sur une fiche permettant de renseigner la composition du ménage et la situation scolaire de l'ensemble de ses membres, et (ii) sur une série de questions prédéfinies (entretiens semi-directifs).
- Par ailleurs, des efforts ont été fournis pour exploiter les données collectées par les ONG, en particulier les recensements initiaux et finaux des zones de Petit-Goâve et Juanaria et les résultats des évaluations des apprentissages des élèves de ces zones.
- L'absence de lignes de base (et donc de points de comparaison initiaux) dans de nombreux cas, l'inorganisation et l'incomplétude de la documentation, et la qualité insuffisante des données collectées constituent les principales limites de cette évaluation.

CONSTRUCTIONS DE BATIMENTS ET DYNAMIQUE DE L'OFFRE SCOLAIRE

La construction de salles de classes

- Ce volet des programmes d'Inter Aide et Concert-Action n'est pas considéré comme le plus important par les équipes des deux ONG. C'est cependant celui qui est le plus souvent mis en avant dans les entretiens, tant par les directeurs d'écoles que par les parents d'élèves. Il s'agit indéniablement d'un volet essentiel, ne serait-ce que par son effet d'entraînement sur les autres composantes du programme.

Tableau S.3 : Bâtiments et salles de classe construits lors des programmes

	Ecoles avec ≥1 bâtiment construit (rénové)	...dont visitées (enquêtées)	Salles construites (rénovées)
Côtes-de-Fer	2 + 9*	2	8 + 36*
Petit-Goâve	22 (+1)	11 (4)	101 (+4)
PG - Les Palmes	14 (+1)	6 (4)	69 (+4)
PG - Delatte	8	5	32
Juanaria	7	3	32
Total	31 (+1) + 9*	16 (4)	141 (+4) + 36*

* En prévision, y compris réhabilitations

- La proportion des écoles participantes au (début du) programme qui ont bénéficié de la construction d'au moins un bâtiment scolaire a été de 60% (23/38) pour la zone de Petit-Goâve, laquelle venait d'être touchée par le séisme de 2010, et d'environ la moitié dans le Haut-Juanaria (7/13). Cette proportion devrait être un peu inférieure à Côtes-de-Fer : 11 constructions sont prévues pour 26 écoles participantes au lancement du programme.
- Pendant le programme de Petit-Goâve et au début des deux autres programmes, la construction d'un bâtiment scolaire était lancée lorsque les indicateurs de résultats d'une école atteignaient un certain seuil. Depuis 2014, la progression de chaque école et la connaissance plus informelle de leur fonctionnement par les équipes des programmes sont aussi prises en compte. En outre, la mobilisation et la participation de la communauté sont une condition nécessaire pour le lancement d'une construction. La communauté doit d'abord mettre un terrain à disposition, puis participer à la construction (transport des matériaux ; assistance et soutien logistique aux artisans payés et formés par les ONG).
- L'*Apport Local Valorisé* de la communauté a été évalué à 15% du coût total de la construction du dernier bâtiment de quatre salles de classes (de 37,44 m² chacune) achevé sous la supervision de Concert-Action. Ce coût total était de 850.012,50 HTG (soit environ 12.000 USD), un montant bien inférieur à ceux indiqués dans les plans opérationnels du MENFP.

L'utilisation des écoles et des salles de classe

- Toutes les écoles qui ont bénéficié de la construction de bâtiments scolaires et ont été enquêtées lors de cette évaluation (20) étaient encore en fonctionnement et en bon état. Selon les informations recueillies auprès des enquêteurs des zones de Petit-Goâve et Juanaria, c'est aussi le cas pour les bâtiments construits dans des écoles qui n'appartenaient pas à l'échantillon d'enquête, à deux exceptions près (dont l'un est néanmoins utilisé par une nouvelle école).

- En revanche, toutes les salles de classe ne sont pas utilisées, ou ne le sont pas toujours pour leur objet initial. Presqu'un tiers des salles (19/60) de 11 écoles de Petit-Goâve qui ont bénéficié d'une construction étaient inoccupées au moment de l'enquête. Il en était de même pour trois salles dans deux des trois écoles avec une construction enquêtées à Juanaria.
Dans certains cas, l'inoccupation des salles était probablement temporaire, due à une rentrée scolaire encore partielle. Dans quelques rares cas, des salles de classe étaient utilisées pour un autre objet que l'enseignement (salle de direction ; entrepôt). Parfois le nombre de salles apparaît avoir été surdimensionné relativement aux effectifs scolaires au moment de la construction. Mais, le plus souvent les salles étaient inoccupées à la suite de la baisse des effectifs de l'école.

Proposition 1 : Ajuster au mieux le nombre de salles de classes construites aux besoins des écoles

Quelques éléments à prendre en compte :

- Le nombre de salles construites peut ne pas être un multiple de 4 (coût proportionnel).
- Le nombre d'enseignants devrait être un élément primordial pour déterminer le nombre de salles dont l'école a besoin.
- La construction d'une petite salle de direction pourrait être envisagée lorsque le directeur n'est pas un enseignant.

La dynamique de l'offre scolaire

- Outre les rentrées scolaires tardives, la dynamique de l'offre scolaire apparaît comme un facteur explicatif important du nombre élevé de salles de classes vides dans les bâtiments scolaires construits par Inter Aide dans les deux zones de Petit-Goâve.
La configuration géographique de ces zones rurales (relativement denses et traversées par des voies de communication) favorise le dynamisme du marché scolaire : la concurrence entre les écoles est forte ; de nouvelles écoles se créent et essaient d'attirer les élèves. En conséquence, les effectifs des écoles peuvent varier fortement d'une année à l'autre.
- Il faut noter que la tendance actuelle est nettement défavorable aux traditionnelles écoles dites communautaires (en fait privées ; en général gérées par un directeur omnipotent). Le financement de ces écoles repose uniquement sur le paiement des frais de scolarité (écolages) par les parents. Ce modèle est fragile, et ces écoles peuvent rapidement entrer dans une spirale de déclin (baisse du nombre des élèves et donc des recettes ; difficultés pour payer les enseignants ; absence des enseignants et baisse de la qualité de l'école ; etc.), en particulier lorsque de nouvelles écoles privées appliquant des méthodes de gestion, managériales, et pédagogiques plus efficaces réussissent à s'imposer rapidement.
- En outre, deux autres types d'écoles, qui reposent sur des modèles économiques plus solides, concurrencent fortement les écoles communautaires : (i) les écoles soutenues financièrement par des paroisses ou des missions protestantes ; (ii) les écoles nationales, parfois dysfonctionnelles et souvent peu encadrées par les Bureau du District Scolaire (BDS) dans les zones rurales, mais quasiment gratuites et bénéficiant actuellement d'une vague nationale de nomination des enseignants.

Proposition 2 : Prendre en compte au mieux la dynamique de l'offre scolaire dans les zones de construction

Deux éléments à propos de cette dynamique difficile à appréhender :

- Analyser les évolutions en cours ; e.g. identifier les écoles dans lesquelles les effectifs tendent à se concentrer, les écoles menacées, etc.
- Accorder une importance prépondérante au modèle économique de l'école et à sa pérennité. Les écoles dites communautaires ont jusqu'ici été prioritairement ciblées par les programmes d'Inter Aide, parce qu'elles étaient les plus présentes en zones rurales isolées et avaient des besoins importants. Les évolutions actuelles pourraient amener à reconsidérer ce choix.

MOBILISATION POUR LA SCOLARISATION DES ENFANTS

- Les programmes de scolarisation d'Inter Aide/Concert-Action mettent en œuvre plusieurs interventions destinées à mobiliser les communautés autour de la question de la scolarisation : réunions de formation pour les parents d'élèves ; animations communautaires ; appui aux comités d'école.

Deux éléments importants de cette stratégie ont été analysés lors de l'enquête de terrain : la rentrée scolaire (comme proxy du temps scolaire) et les comités de parents d'élèves.

La rentrée scolaire

Tableau S.4 : Date de la rentrée scolaire effective, par école

	03/09 au 05/09	10/09 ou 11/09	17/09	24/09	01/10 ou après	N
Côtes-de-Fer	4	2	0	0	0	6
Petit-Goâve	5	13	4	1	3	26
<i>PG - Les Palmes</i>	3	10	2	0	0	15
<i>PG - Delatte</i>	2	3	2	1	3	11
Juanaria	5	5	4	2	0	16
Total	14	20	8	3	3	48

- La rentrée scolaire dans les zones de Petit-Goâve et Juanaria est plus justement décrite par la date de la rentrée scolaire effective des écoles (i.e. celle à laquelle les premiers cours ont eu lieu) que par leur date d'ouverture officielle. En effet, dans un quart des écoles enquêtées (12/48), les directeurs ont déclaré qu'il n'y avait aucun élève présent à cette dernière date. Près d'un tiers des écoles de ces zones (14/42) ont commencé à fonctionner deux semaines ou plus après la date de la rentrée officielle.
- Ces dates ne constituent cependant qu'une indication partielle et incomplète du déroulement de la rentrée scolaire. Les visites ont permis de constater que la présence de quelques enseignants et quelques élèves dans une école n'implique pas que la rentrée y soit finalisée. Ainsi, dans 8 écoles sur 18 de la zone de Petit-Goâve, moins du quart des élèves inscrits étaient présents.

Proposition 3 : Suivre un (ou plusieurs) indicateurs sur la rentrée scolaire

Les indicateurs de rentrée scolaire utilisés pour cette évaluation (*dates de l'ouverture et de la rentrée effective de l'école ; nombres d'élèves et d'enseignants présents un nombre de semaines données après la rentrée officielle et ramenés aux effectifs totaux*) pourraient être suivis afin de (i) mesurer directement les progrès de cet objectif secondaire important, et (ii) fournir un point de comparaison utile lors d'une enquête de terrain ponctuelle ex-post.

- Deux explications liées étaient presque toujours données par les équipes enseignantes comme par les parents pour expliquer les rentrées tardives des élèves dans la zone de Petit-Goâve : (i) la récolte des pois, et (ii) la « préparation » inachevée des élèves (i.e. les uniformes et les fournitures scolaires n'étaient pas encore achetées, faute de moyens).

Les comités de parents d'élèves

- Les programmes de scolarisation évalués ont favorisé la création de comités de parents d'élèves dans les écoles qui n'en avaient pas, et des formations ont été proposées à tous les comités afin de renforcer leur participation à la supervision et au contrôle du fonctionnement de l'école.

- Les comités de parents d'élèves se sont généralisés dans les zones d'intervention des programmes d'Inter Aide alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant. Lors de l'enquête de terrain, 43 écoles sur 47 avaient un comité, et c'était le cas pour 21 des 22 écoles de Petit-Goâve aussi enquêtées en 2010 (dont 6 n'avaient alors pas de comité). Cette évolution est, très probablement, en partie imputable aux programmes de scolarisation d'Inter Aide.
- L'activité réelle des comités a été appréciée, en particulier, à partir de leur dernière date de réunion. Ainsi, dans la zone de Petit-Goâve, environ la moitié des comités (11/21) se sont réunis pendant l'été (6) ou plus tardivement en septembre/octobre (5) pour préparer ou discuter de la rentrée scolaire de 2018. Cette proportion est légèrement plus élevée si l'on ne considère que les écoles qui ont participé au programme Inter Aide. Selon le responsable-pays de l'ONG, il s'agit d'un résultat encourageant car, avant les interventions d'Inter Aide, il était rare que les comités préparent la rentrée.
- De même, le rythme des visites d'école effectuées par les membres des comités (et encouragées pendant les programmes) semble s'être ralenti dans les zones où les programmes sont achevés, mais le seul fait que de telles visites se perpétuent en constitue un achèvement important.
- Les discussions avec des directeurs d'écoles et des membres de comité ont fait apparaître que les activités des comités sont désormais souvent fusionnées avec celles des assemblées générales de parents d'élèves. C'est en particulier le cas pour les formations destinées aux parents (principes d'une école de qualité ; rôles et responsabilités des parents) et qui continuent d'être réalisées par les membres des comités.
- Les comités de parents d'élèves sont soutenus par les équipes de terrain des ONG et en sont des interlocuteurs privilégiés (e.g. lors de la construction d'un bâtiment scolaire). Les programmes contribuent à leur donner du pouvoir face aux directions des écoles.
Il n'est donc pas anormal que le rôle et les activités des comités se réduisent lorsque les programmes prennent fin (réunions plus irrégulières ; rythme des visites ralenti ; etc.), ni que l'on constate que les directeurs tendent à restreindre leur autonomie.
Il est cependant notable que les comités de parents d'élèves restent présents dans presque toutes les écoles et continuent d'avoir une activité significative dans une proportion importante d'entre elles.

Taux de scolarisation dans les zones d'intervention

- Les programmes de scolarisation débutent et s'achèvent par un recensement exhaustif des personnes (enfants ou adultes) scolarisées dans les zones d'intervention. Ces recensements devraient permettre de mesurer l'évolution des taux de scolarisation au cours du programme, laquelle agrège l'ensemble des effets des interventions des programmes sur l'accès à l'éducation.
- L'exploitation qui peut être faite des données recueillies pour les zones de Petit-Goâve et Juanaria est cependant limitée car, d'une part, la documentation et le contenu des questionnaires des recensements sont incomplets, et, d'autre part, la qualité des données est sujette à caution (nombreuses valeurs manquantes ou incohérentes).
Cependant, il paraît raisonnable d'en déduire que la scolarisation a augmenté de façon significative dans les deux zones : le taux de fréquentation scolaire des enfants des Palmes et de Delatte âgés de 0 à 12 ans serait passé de 53% en janvier/février 2011 à 71% en décembre 2015, tandis que le taux de fréquentation scolaire des enfants du Haut-Juanaria âgés de 6 à 12 ans serait passé de 41% en juin 2011 à 61% en mai 2018.
- Ces progressions de la scolarisation sont probablement le résultat conjoint des programmes Inter Aide, du *Programme de Scolarisation Universelle, Gratuite et Obligatoire*, et, dans le cas de Petit-Goâve, d'un niveau de départ bas à cause du séisme qui a frappé la zone en 2010. Ces progressions sont plus importantes que celles observées aux niveaux des départements des programmes (enquêtes [EMMUS V](#) et [VI](#) de 2012 et 2016-2017)

APPUI PEDAGOGIQUE

- Les programmes de scolarisation évalués ont pour objectifs d'améliorer tant la qualité de l'éducation en cycle primaire que le niveau de la scolarisation et ses conditions matérielles. Deux composantes importantes du volet qualitatif ont été évaluées : la formation des enseignants et l'accès des élèves à des manuels scolaires.

Les manuels scolaires

- Au cours des programmes de Petit-Goâve et Juanaria, Inter Aide a fourni aux écoles un stock initial de manuels scolaires bon marché des éditions Darwill. Ces manuels étaient prêtés aux élèves, et les pertes annuelles étaient partiellement complétées par l'ONG.
- L'enquête de terrain a permis de constater que quasiment toutes les écoles de Petit-Goâve et Juanaria ont abandonné ce système de prêt après le désengagement d'Inter Aide. L'insuffisance des stocks de manuels est la raison première du retour au système des listes d'achat pour les parents. Les manuels Darwill restants ne sont en général utilisés qu'au sein des classes, en complément. Des raisons pédagogiques ont aussi été mises en avant : les directeurs et les paroisses/missions protestantes recommandent les manuels des éditions Deschamps.
- La difficulté des écoles à gérer les stocks de manuels scolaires avait été observée par les équipes d'Inter Aide. Un nouveau système, basé sur la location des manuels, a donc été adopté pour les programmes de scolarisation lancés après celui de Juanaria. Cependant, la viabilité économique d'un tel système paraît difficile à trouver : des expériences menées dans la zone de Petit-Goâve ont échoué ; celles en cours à Côtes-de-Fer et à Lamielle n'ont pas encore trouvé le juste équilibre entre l'objectif de favoriser l'accès aux manuels et celui du renouvellement des stocks (qui semble conduire à une augmentation continue des cotisations et une réduction du nombre d'élèves bénéficiaires).

Proposition 4 : Trois pistes pour améliorer la gestion des manuels scolaires

1. Donner des stocks de livres aux écoles pour une utilisation restreinte aux salles de classe. Leur durée de vie serait alors accrue, et le renouvellement limité des stocks pourrait, e.g., se faire avec le montant des écolages.
2. Soutenir la mise en place de bourses aux livres pour les manuels scolaires : l'achat et la revente des manuels pourrait être mieux acceptée par les parents que la location, et se traduire par un coût final réduit (incitation forte à prendre soins des manuels achetés vs prix de location qui deviennent parfois prohibitifs).
3. Former les équipes enseignantes et les parents d'élèves à l'élaboration de listes de manuels adaptées aux besoins des enfants et des enseignants, c'est-à-dire des listes réduites et concentrées sur les manuels réellement utiles et utilisés en salle de classe.

La formation des enseignants et des directeurs

- Les programmes Inter Aide/Concert-Action proposent aux enseignants des zones d'intervention de suivre des formations tant académiques que pédagogiques. En outre, les conseillers pédagogiques des programmes évaluent les enseignants lors de visites à l'improviste dans les écoles et leur proposent ensuite de courtes formations (tutorats) adaptées à leurs besoins. La persistance de l'effet de ces formations est analysée à travers le turn-over des enseignants et la préparation des leçons (un mécanisme essentiel de transmission de l'effet des formations).

Le turn-over des enseignants

- Le turn-over des enseignants est élevé, en grande partie en raison des difficultés de gestion des écoles privées/communautaires. Ainsi, respectivement 38% et 50% seulement des enseignants

actuels des écoles enquêtées qui ont participé aux programmes de Petit-Goâve et Juanaria étaient déjà présents dans ces écoles lors de la première année de renforcement.

- Certaines paroisses et missions protestantes financent la formation des enseignants et des directeurs des écoles qui leurs sont rattachées, et certains BDS assurent des formations pour les enseignants des écoles nationales. En revanche, après le départ d'Inter Aide, les enseignants des écoles communautaires et privées n'ont reçu aucune formation externe.

La préparation des leçons

- Une norme très répandue en Haïti dicte qu'un enseignant doit préparer cinq leçons, pour chaque jour et chaque classe. En outre, il est supposé ne pas réutiliser les leçons des années précédentes, ni utiliser des ouvrages contenant des leçons déjà préparées.
En pratique, dans la majorité des écoles des zones Petit-Goâve et Juanaria : (i) les cahiers de préparation de leçon n'avaient pas (encore ?) été distribués aux enseignants ; (ii) très peu des cahiers de préparation visés comportaient effectivement cinq leçons préparées pour le jour-même, et (iii) les leçons préparées étaient en général rudimentaires, avec un contenu pédagogique limité.
- Les formations et les tutorats reçus par les enseignants permettent un indéniable progrès pour la préparation des leçons (dont leur structuration). Cependant, la norme de la préparation journalière de cinq leçons – souvent sans disposer de supports pédagogiques – a trop longtemps été entretenue au sein même des programmes (c'est un indicateur de résultat). Or, cette approche a des effets négatifs tant sur la pérennité de la préparation des leçons par les enseignants (démotivation) que sur la qualité des enseignements dispensés (non capitalisation).

Recommandation 1: Elaborer une stratégie sur la question de la préparation et la capitalisation des leçons

Cette stratégie devra s'affranchir du mythe de la préparation des cinq leçons en faveur d'une approche conforme aux recommandations des experts pédagogues, ce qui impliquera de former dans ce sens les équipes enseignantes des écoles.

Cette stratégie devra permettre l'amélioration durable de la qualité des leçons présentées en classe, ce qui impliquera de mettre à la disposition des enseignants des livres ou des fiches de (trames de) leçons préparées, et de préciser la place respective des langues créole et française dans l'enseignement primaire.

Les apprentissages des élèves

- Les compétences de base (lire, écrire, compter) des élèves de 3^{ème} année fondamentale sont mesurées grâce à un test de niveau (dit CB3) administré en début et en fin de programme.
- Les résultats obtenus en 2015 à Petit-Goâve sont inférieurs à ceux de 2011 pour 9 des 10 compétences testées (pour 7 d'entre elles, les différences sont significativement différentes de 0 au seuil de 5%).
Cette évolution négative des résultats résulte probablement d'un problème de mesure : les règles d'administration et d'échantillonnage qui permettent d'obtenir des échantillons représentatifs et comparables n'ont pas été respectées ; les items des tests eux-mêmes sont sans doute différents.
- Des tests CB3 ont été administrés à Juanaria en 2012 et en 2018, mais aussi en 2016 et 2017. Les résultats de 2012 ne sont guère comparables avec ceux des trois autres années car le test a été modifié à partir de 2016 (plus grand nombre d'items ; règles d'encodage différentes). Les comparaisons des résultats entre 2012 et 2018 d'une part, et entre 2012 et 2016 d'autre part, font d'ailleurs apparaître des évolutions différentes et non-cohérentes.
Les comparaisons entre les résultats de 2016, 2017 et 2018 ne sont guère plus fructueuses. Comme pour Petit-Goâve, les items semblent avoir changés entre les tests, et les échantillons ne sont pas comparables (variations anormales de la proportion de filles). En outre, la puissance des tests de comparaison des moyennes est insuffisante en raison de la petite taille des échantillons.

BILAN ET RECOMMANDATIONS

Le partenariat entre Inter Aide et Concert-Action

- Le responsable du programme de Côtes-de-Fer (Concert-Action) a préalablement participé et été formé lors du programme de Petit-Goâve. En outre, ce premier programme reste supervisé par le responsable-pays d'Inter Aide. Ce transfert de compétence entre les deux ONG est un succès : il n'a pas été observé de différences significatives entre le fonctionnement du programme de Côtes-de-Fer et ceux d'Inter Aide.
- La mise en œuvre d'un programme identique par deux ONG peut se justifier par leur approche multisectorielle du développement dans les zones d'intervention (logique géographique plutôt que sectorielle). Mais elle présente aussi des inconvénients en réduisant les économies d'échelle possibles.

Proposition 5 : Poursuivre et approfondir le partenariat entre les deux ONG

Afin de maximiser les avantages de la mise en œuvre d'un programme de scolarisation au départ similaire par deux organisations différentes, tout en minimisant les inconvénients (économiques), il ne peut qu'être conseillé à Inter Aide et Concert-Action d'approfondir leur partenariat, de mettre en commun leurs ressources dès que cela est possible (e.g. pour acquérir les expertises qui leurs font défaut ; voir plus loin), et d'expérimenter des variations du programme pour faire émerger les meilleures pratiques.

Proposition 6 : Créer un poste d'adjoint pour les responsables des programmes Inter Aide.

Le recrutement d'un adjoint haïtien sur chaque programme Inter Aide de scolarisation et pour la totalité de sa durée permettrait (i) d'accroître le renforcement des capacités locales, et (ii) de limiter les inconvénients dus aux phases de transition entre les RP qui se succèdent.

Le poste d'adjoint pourrait se substituer ou s'ajouter à celui, déjà existant, de coordonnateur. Un adjoint est amené à avoir des responsabilités plus importantes : il doit avoir ou acquérir les compétences nécessaires pour remplacer temporairement un RP, voire devenir lui-même RP.

Le désengagement et le renforcement des capacités locales

- Dans les trois zones dans lesquelles les programmes évalués sont achevés (les Palmes, Delatte et Juanaria), des membres des équipes locales ont souhaité se constituer en association afin de poursuivre certaines des actions du programme. Inter Aide les y a encouragés, voire aidés (Juanaria), mais n'a pas proposé de financements directs. Dans les trois cas, ces associations locales n'ont pas vu le jour jusqu'à présent.
- La création d'une telle association présenterait plusieurs avantages : (i) prolonger les effets bénéfiques des programmes (formations des enseignants et des comités de parents d'élèves) ; (ii) permettre de continuer à valoriser les compétences sectorielles acquises par cette équipe au cours des 6 années du programme ; et (iii) améliorer le suivi et l'évaluation des programmes de scolarisation (collecte et transmission de données et d'informations).
- Les entretiens avec les anciens membres des équipes d'Inter Aide les plus engagés dans la création de ces associations (et enquêteurs pour la présente évaluation) ont fait apparaître que la difficulté la plus importante à laquelle ils font face, et celle dont découlent toutes les autres, est l'absence d'un modèle économique pour leurs associations, et l'incertitude qui en résulte.

Recommandation 2 : La création d'une association locale de soutien à la scolarisation devrait être un des objectifs des programmes de scolarisation

Des pistes de réflexion dans ce sens ont déjà été proposées lors de l'évaluation de 2017. Au vu des nouveaux éléments collectés lors de la présente évaluation, une recommandation plus formelle est ajoutée : prendre en compte cet élément de pérennisation parmi les objectifs des programmes et, en conséquence, lui allouer les moyens nécessaires.

Forces et faiblesses des programmes évalués

Des programmes cohérents qui reposent sur des savoir-faire indéniables

- Les programmes proposés par Inter Aide et Concert-Action pour améliorer la scolarisation dans les zones rurales isolées reposent sur un cadre logique globalement cohérent : promouvoir à la fois la demande d'éducation (formation et sensibilisation des parents d'élèves) et la qualité de l'offre éducative (formations ouvertes à tous les enseignants, manuels scolaires, etc.) sur l'ensemble de la zone d'intervention.
- Les deux ONG disposent d'une connaissance fine de leurs zones d'intervention et de savoir-faire indéniables, en particulier pour (i) la construction de bâtiments scolaires de qualité et peu coûteux, avec la participation des communautés, dans des zones rurales isolées et difficiles d'accès ; (ii) la mobilisation des communautés autour de la question de la scolarisation ; (iii) la constitution et la formation d'équipes locales compétentes.
- Bien qu'une évaluation rigoureuse de l'ensemble des effets des programmes ne soit pas possible, des indices concordants suggèrent qu'ils ont un effet positif sur l'amélioration (i) des taux de scolarisation dans les zones d'intervention, (ii) du fonctionnement des écoles, (iii) et probablement de la qualité des enseignements qui y sont dispensés.

Des voies d'amélioration des programmes

- Il avait été noté dans [le précédent rapport](#) que les carences du système de suivi et évaluation et de la gestion des données et de la documentation ne permettaient pas de tirer parti efficacement de l'important et louable effort de collecte de données relatives au fonctionnement et aux effets des programmes.

Ces constats n'ont pas été démentis au cours de cette nouvelle évaluation. Ainsi, le contenu inadéquat et la mauvaise qualité des données des recensements scolaires et des tests de compétences des élèves en limitent l'exploitation et ne permettent guère d'en tirer de conclusions. Les recommandations de 2017 à ce sujet sont donc reconduites et renforcées.

Recommandation 3 : **Elaborer un plan d'évaluation pour les programmes de scolarisation**

Un plan d'évaluation doit être élaboré préalablement au lancement d'un programme. Ce plan permet de préciser la méthode d'évaluation de chacun des objectifs du programme, de définir les indicateurs utilisés, et de prévoir la collecte des données nécessaires.

- Les programmes de scolarisation d'Inter Aide/Concert-Action évoluent peu et lentement, en raison des contraintes liées à leur gestion courante et à la gestion des ressources humaines, et/ou parce que certaines expertises font défaut. Afin de mieux tirer parti des savoir-faire des deux ONG, il serait bénéfique de les encourager à mieux structurer et mieux gérer ces programmes (plan d'évaluation, plan de développement opérationnel, suivi) et à renforcer leurs expertises en suivi-évaluation et en sciences de l'éducation, actuellement insuffisantes au regard des besoins.

Recommandation 4 : **Renforcer la fonction de suivi-évaluation**

Cette évaluation a montré que, d'une part, l'efficacité de certaines interventions des programmes est discutable et insuffisamment évaluée, et, d'autre part, des données coûteuses à collecter sont peu utilisées et peu utilisables. Il est donc nécessaire de donner les moyens et les incitations aux deux ONG de développer une réelle fonction de suivi-évaluation, pour pouvoir améliorer et faire évoluer ces programmes de scolarisation cohérents et qui reposent sur de solides bases.

Recommandation 5 : **Renforcer l'expertise sectorielle en éducation**

Le renforcement des compétences en sciences de l'éducation (pédagogie, didactique des disciplines) est nécessaire pour améliorer les composantes des programmes de scolarisation qui touchent à l'amélioration de la qualité de l'éducation dispensée dans les écoles (élaboration d'une stratégie pour la préparation des leçons ; plan de formation des enseignants ; formation des conseillers pédagogiques ; choix des manuels scolaires ; etc.).